

# La santé convalescente des hôpitaux publics

Les comptes de neuf établissements de la région viennent d'être passés au peigne fin. Angers ne se porte pas mal. Mais Laval et Le Mans sont moins en forme.

## Repères



Catherine de Kersauson, présidente de la Chambre régionale des comptes.

« Globalement, l'état de santé des hôpitaux publics est convalescent », diagnostique Patrick Bonnaud, magistrat à la Chambre régionale des comptes (CRC). La juridiction financière vient d'en contrôler les exercices 2006 à 2008 et quelquefois 2009. Elle note d'abord que, dans les Pays de la Loire comme en France, « les déficits sont sous-évalués » par des « errements comptables ». Toutefois, les états de forme sont différents selon que la gestion a été plus ou moins prudente et/ou prévoyante.

## Ils vont plutôt bien

Deux établissements sont dans le vert (excédentaires) : le centre hospitalier Loire-Vendée-Océan (Challans et Machecoul) et le Pôle Santé Sarthe et Loir (La Flèche, Sablé). Tandis que le Centre hospitalier universitaire d'Angers, fait assez rare pour être remarqué dans la catégorie plutôt carencée des CHU, « est à peu près à l'équilibre ».

## Ils souffrent

« Le Mans et Laval sont les deux situations les plus préoccupantes », précise Catherine de Kersauson, la présidente de la CRC. Ils totalisent près de 10 millions d'euros de déficit. En fait, corrigé du report de charges, ce déficit atteindrait au total près de 16 millions d'euros.

Depuis 2009, toutefois, la juridiction observe un assainissement financier, « mais à prendre avec prudence ». La CRC s'inquiète aussi des emprunts à risques contractés (particulièrement par le Pôle Santé Sarthe et Loir, qui représentent près de 60 % de l'encours de la dette.

## L'activité stagne ou régresse

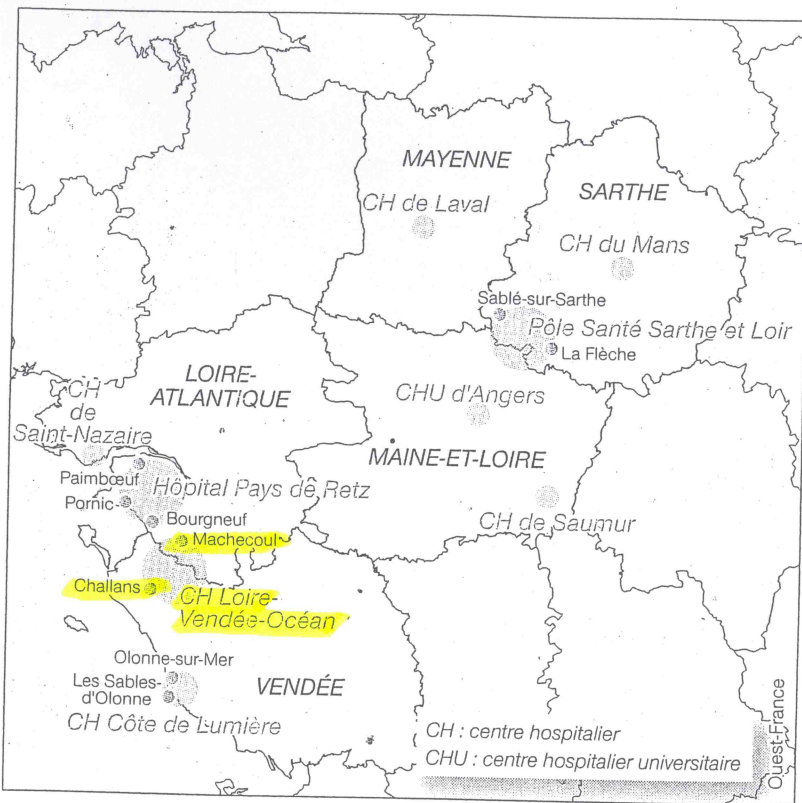
Hormis les centres hospitaliers Loire-Vendée-Océan et Côte de Lumière (Les Sables-d'Olonne, Olonne), qui ont vu augmenter leur activité, les charges des établissements, notamment en personnel, ont généralement crû plus vite que les recettes.

L'activité du centre hospitalier du Pays de Retz (Pornic, Paimbœuf) est en baisse, malgré une augmentation de la durée de séjour. Saint-Nazaire perd des parts de marché au profit du privé. Et voit fuir ses clients potentiels vers Nantes. Tandis que Saumur fait face « à une lente érosion de son activité ».

D'une manière générale, explique le magistrat Jean-Louis Carquillat-Grivaz, les hôpitaux de la région « voient s'affaiblir leurs activités chirurgie et obstétrique ».

## Quels remèdes ?

Les magistrats de la chambre pensent, globalement, que les hôpitaux, « ont tous fait des progrès » en matière budgétaire. Mais il faut persévérer, préconisent-ils. Comment ? « Essayez de développer votre activité,



lancent-ils aux directions. Maîtrisez les charges de personnel et ne lancez, en programmes d'investissement, que ceux qui sont absolument nécessaires ».

Car, les juges le précisent, « il y a des marges de manœuvre et des gisements de productivité à trouver ». Mot d'ordre : revenir à l'équilibre financier en 2012. Pour peu qu'on invente, disent-ils, des organisations nouvelles économes de dépenses.

## Et le CHU de Nantes ?

Le poids lourd de la région, le CHU de Nantes, avec ses 700 millions de chiffre d'affaires et ses 10 000 salariés, est parasité par un lourd déficit qui semble se résorber (31 millions à

fin 2007). Il n'a pas été contrôlé cette année. Il le sera peut-être l'an prochain.

Peut-il, dans ce contexte général morose, s'offrir le luxe d'un investissement majeur : le transfert de ses locaux et matériels sur l'île de Nantes ? Catherine de Kersauson se garde bien de répondre.

Gaspard NORRITO.

1,2 milliard d'euros. Le montant des recettes ordinaires de fonctionnement des neuf hôpitaux publics de la région contrôlés par la Chambre régionale des comptes, pour 2008. Des établissements qui ont, la même année, engagé 177 millions d'euros d'investissement.